

Unité départementale des Alpes-Maritimes et du Var
244 Avenue de l'Infanterie de Marine BP 50520
83070 Toulon

Toulon, le 15/02/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/01/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

DGSCGC

189 Route des Trois Lucs
13011 Marseille

Références : D-UD83-2024-0073
Code AIOT : 0006412925

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/01/2024 dans l'établissement DGSCGC implanté chemin de Tourris 83200 Le Revest-les-Eaux. L'inspection a été annoncée le 06/12/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DGSCGC
- chemin de Tourris 83200 Le Revest-les-Eaux
- Code AIOT : 0006412925
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site de Tourris est dédié à l'entreposage de déchets de produits explosifs et d'explosifs de dotation. Il est utilisé pour le transit des munitions historiques et des munitions et explosifs saisies par l'autorité de police avant destruction, ainsi que pour le stockage des explosifs utilisés pour la destruction des déchets et pour les interventions.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Récolement de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 16/02/2023

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Condition d'entreposage	Arrêté Préfectoral du 16/02/2023, article 8.1.4	Lettre de suite préfectorale	1 mois
4	Délai d'entreposage	Arrêté Préfectoral du 16/02/2023, article 8.1.5	Lettre de suite préfectorale	1 mois
6	Plan d'opération interne	Arrêté Préfectoral du 16/02/2023, article 7.3.1	Lettre de suite préfectorale	6 mois
9	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 16/02/2023, article 7.5.3	Lettre de suite préfectorale	6 mois
10	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 16/02/2023, article 7.6.1	Lettre de suite préfectorale	1 mois
11	Protection Foudre	Arrêté Préfectoral du 16/02/2023, article 7.6.3	Lettre de suite préfectorale	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Nature des installations	Arrêté Préfectoral du 16/02/2023, article 1.2	Sans objet
2	Registre	Arrêté Préfectoral du 16/02/2023, article 8.1.1	Sans objet
5	étude des dangers	Arrêté Préfectoral du 16/02/2023, article 7.2.7	Sans objet
7	Débroussaillage	Arrêté Préfectoral du 16/02/2023, article 7.2.6	Sans objet
8	Protection ressource en eaux	Arrêté Préfectoral du 16/02/2023, article 4.4	Sans objet
12	Détection	Arrêté Préfectoral du 16/02/2023, article 7.6.5	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'objet de la visite d'inspection était de contrôler le respect aux prescriptions applicables édictées dans l'arrêté préfectoral d'autorisation du 16/02/2023.

Il a été constaté une gestion experte des produits et déchets présents sur le site par les membres du GID mais qui présente des manques au niveau de la traçabilité de certains contrôles existants mais non enregistrés.

Par ailleurs des travaux identifiés concernant la gestion du risque lié à la foudre n'ont pas été mis en œuvre sur le site. De plus, une réserve incendie supplémentaire au poteau incendie présent sur site doit être implantée .

Des éléments de réponse et justificatifs sont attendus dans les délais définis et détaillés dans les points de contrôle ci-dessous.

Une lettre de suite actant de ces demandes est transmise au GID de Marseille.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Nature des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/02/2023, article 1.2
Thème(s) : Situation administrative, Nature des installations
Prescription contrôlée : Tableau de la nomenclature. 4220 2793 et 1532 L'entreposage de ces déchets sur site est limité à 6 mois, durée qui est tracée dans un registre tenu à la disposition de l'Inspection. L'origine géographique des déchets est essentiellement de la région PACA. Tout entreposage, même momentané, de munition chimique ou arme chimique est interdit.
Constats : Les quantités de déchets et d'articles de dotation présents dans les 4 alvéoles du dépôt de Tourris sont inférieures aux seuils prescrits dans l'arrêté préfectoral d'autorisation pour les rubriques de la nomenclature 4220-2 et 2793. Les emballages en bois vides sont stockés en extérieur. Le volume est d'environ 4 m ³ . L'exploitant indique qu'il est prévu la création d'un local pour pouvoir stocker sous abri les emballages spécifiques et ainsi éviter leur dégradation. Il déclare que cette modification fera l'objet d'un porter à connaissance auprès du Préfet.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Registre

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/02/2023, article 8.1.1
Thème(s) : Risques accidentels, Registre
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour en permanence : <ul style="list-style-type: none">• un état des stocks indiquant la nature, la division de risque, et la quantité des produits explosifs détenus selon la réglementation applicable ;• Les déchets pyrotechniques font l'objet d'un recensement et d'une comptabilité particulière ; Afin de déterminer la masse de matière active de l'ensemble du dépôt de déchets, il est fixé par l'exploitant en fonction de son expérience un équivalent matière active pour chaque munition ou groupe de munition.• L'exploitant détermine sous sa responsabilité la division de risque de chaque munition ou groupe de munition.• un registre entrées-sorties traçant tous les mouvements de produits explosifs ;• un plan général à jour des stockages. L'exploitant doit être en mesure de justifier à tout moment l'état de son stock, et la durée de présence sur site des déchets stockés. Ces documents sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie, de secours et de gendarmerie et doivent pouvoir être consultés à tout moment, sans avoir besoin de pénétrer dans le bâtiment concerné.

<p>Pour les produits explosifs de dotation, les emballages portent en caractères très lisibles le nom des produits et les symboles de danger conformément à la réglementation relative au marquage et à l'identification des produits explosifs.</p> <p>Pour les déchets stockés sur site, la division de risque, le symbole de dangers, et le nom du produit stocké devront figurer à proximité de la zone stockée, et permettre leur identification.</p>
<p>Constats :</p> <p>Dans le cadre des missions du GID, des consignes générales de sécurité et notes de services encadrent les activités réalisées sur le site.</p> <p>Lors de manipulation sur site (mouvement dépôt, retrait, transfert), des fiches techniques d'activités sont établies par le démineur.</p> <p>Ces flux sont enregistrés dans des registres qui reprennent les différentes données.</p> <p>L'exploitant a présenté l'état des matières stockées du dépôt issus d'un logiciel de suivi dédié. Ce logiciel est utilisé sur tous les dépôts au niveau national ainsi qu'au niveau de la DGSCGC. En première page il indique le taux de remplissage des soutes et du dépôt global et par un code couleur alerte sur les quantités disponibles.</p> <p>Ces documents sont disponibles sans avoir à pénétrer dans les bâtiments.</p> <p>Lors de l'inspection, une compilation des données par soute est fournie : les quantités sont détaillées par caisse de stockage par typologie de produits.</p> <p>L'état des stockages ne précise pas la division de risque dans lesquelles sont classées les munitions ou groupes de munitions. Il convient de le préciser.</p> <p>Les entrées/sorties de déchets sont tracées dans les fiches d'intervention/ mission indiquant la date, le lieu, la nature du déchet. Tous les déchets ou produits sont dédiés à la destruction (sur des sites identifiés). Ces fiches sont enregistrées sur le logiciel de suivi interne nommé « SOFIE ». Il n'y a pas de compilation de ces fiches.</p> <p>Un plan général des stockages est présenté dans le manuel d'utilisation du dépôt Version n°3 du 07/09/2023.</p> <p>Les explosifs de dotation contrôlés lors de l'inspection indiquaient les symboles de dangers, marquage d'identification, nom des produits.</p> <p>Les déchets sont identifiés par la fiche présente à l'entrée de chaque soute.</p>
<p>Observations :</p> <p>Le registre doit indiquer les divisions de risque de chaque déchet ou produit présent dans le dépôt dans un délai de 1 mois.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Condition d'entreposage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/02/2023, article 8.1.4
Thème(s) : Risques accidentels, Condition d'entreposage
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Aucun produit dangereux ne se trouve dans la même cellule que celle(s) où sont stockés les déchets pyrotechniques.</p> <p>Les déchets incompatibles entre eux sont stockés dans des locaux distincts.</p>

<p>Une procédure particulière indique d'une part, la liste des types de munitions et éventuels autres de déchets pyrotechniques interdits sur le site et d'autre part, la liste de ceux devant faire l'objet d'une attention particulière quant à leur manipulation ou leur stockage.</p> <p>Pour toutes les familles de déchets pyrotechniques, le stockage se fait en caisse. Il est interdit de gerber des caisses contenant des déchets pyrotechniques.</p> <p>Les locaux de transit de déchets pyrotechniques sont conformes à l'arrêté type 2793-2 en vigueur.</p> <p>L'exploitant établit une procédure qui définit les modes d'entreposage des déchets ainsi que des produits pyrotechniques et le suivi des quantités entreposées de chaque catégorie.</p> <p>Des conditions d'entreposage spécifiques des déchets pyrotechniques sont précisées en ANNEXE 3.</p> <p>+ Annexe 3 - III : Limitation de stockage</p>
<p>Constats :</p> <p>Le manuel d'utilisation du dépôt Version n°3 du 07/09/2023 encadre les activités réalisées sur le dépôt notamment les types de munitions et déchets pyrotechniques interdites sur le site, les modes d'entreposage des produits et déchets, les limitations d'activités selon les conditions météorologiques.</p> <p>Des notes affichées à chaque entrée de soute reprennent les points essentiels pour le stockage de la soute.</p>
<p>Observations :</p> <p>Ces notes doivent être mises à jour pour être en cohérence avec le manuel d'utilisation et l'arrêté préfectoral d'autorisation pour les limitations de matières active autorisées par division de risques dans un délai de 1 mois.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 4 : Délai d'entreposage

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/02/2023, article 8.1.5</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Délai d'entreposage</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les déchets pyrotechniques doivent avoir un temps de transit sur le site le plus court possible et limité à 6 mois.</p> <p>Dès l'acceptation des déchets sur le site une date prévisible d'élimination est fixée pour chaque lot.</p> <p>Les sites d'élimination finaux des déchets sont clairement identifiés et tracés dans le registre de traitement des déchets pyrotechniques.</p>

<p>En cas d'entreposage pendant plus de 1 mois des déchets, l'exploitant met en place un contrôle afin de s'assurer du bon état de ces munitions selon une fréquence adaptée. Le résultat de ce contrôle est tracé. Le cas échéant, notamment en cas d'état anormal détecté, il organise leur enlèvement dans les plus brefs délais selon les règles en vigueur.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les limitations de durée de stockage et le contrôle régulier du bon état des munitions et produits sont intégrées en tant que barrière de sécurité humaine (nommée BH4) de l'étude des dangers.</p> <p>Les munitions et produits sont stockés dans des caisses spécifiques par typologie de produits. Lors de la dépose du premier élément dans une caisse dédiée, tous les produits stockés à l'intérieur seront envoyés à la destruction dans un délai de 6 mois maximum.</p> <p>Dans le cadre des missions des démineurs, un contrôle des munitions et produits est réalisé lors de chaque entrée dans une soute. De plus, un contrôle est effectué par le chef du centre ou son adjoint à une fréquence mensuelle lors des contrôles des alarmes du site. Ce contrôle n'est pas tracé.</p>
<p>Observations :</p> <p>Les modalités de stockage permettant de limiter la durée de présence sur site doivent être intégrés dans le manuel d'utilisation du dépôt.</p> <p>L'exploitant doit mettre en place une traçabilité du contrôle de ces déchets et produits dans un délai de 1 mois.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 5 : étude de dangers

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/02/2023, article 7.2.7</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, étude des dangers</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dans un délai de 6 mois à compter la notification du présent arrêté, l'exploitant réalise un document unique autoportant reprenant l'ensemble des informations et données corrigées des différents compléments transmis dans le cadre de la régularisation de son activité, qu'il transmet à l'inspection des installations classées sous format papier et électronique.</p> <p>Le résumé non-technique doit être un document synthétique présentant l'étude de dangers et ses impacts en termes de risques accidentels, facilement compréhensible par le public, et dénué d'éléments sensibles du point de vue de la lutte contre la malveillance.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'étude des dangers et le résumé non technique de l'étude des dangers ont été mis à jour le 12/11/2021 par l'exploitant, et intègrent les données et informations corrigées des différents compléments transmis dans le cadre de la régularisation de son activité.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Plan d'opération interne

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/02/2023, article 7.3.1
Thème(s) : Risques accidentels, POI
Prescription contrôlée : L'exploitant élabore un POI en vue de : <ul style="list-style-type: none">• contenir et maîtriser les incidents de façon à en minimiser les effets et à limiter les dommages causés à la santé publique, à l'environnement et aux biens ;• mettre en œuvre les mesures nécessaires pour protéger la santé publique et l'environnement contre les effets d'accidents. Le POI est rédigé sur la base des risques et moyens d'intervention nécessaires analysés dans l'étude de dangers. Il est cohérent avec la nature et les enveloppes de tous les différents phénomènes de dangers (qui peuvent être regroupés) envisagés dans l'étude de dangers, dont les stationnements temporaires. Les Services d'Incendie et de Secours sont consultés sur son contenu. Le POI contient à minima les éléments suivants : <ul style="list-style-type: none">• la description qualitative et quantitative des risques en présence et des moyens d'intervention dont l'exploitant peut disposer afin de les maîtriser ;• le schéma d'alerte décrivant les actions à mener en cas d'incendie ou d'événement non souhaité en périodes ouvrées et non ouvrées du dépôt ;• L'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;• Les modalités et lieux d'accueil des services d'Incendie et de Secours en périodes ouvrées et non ouvrées du dépôt ;• Les mesures d'organisation, les méthodes d'intervention et les moyens nécessaires que l'exploitant met en œuvre pour protéger le personnel, les populations, la santé publique, les biens et l'environnement contre les effets des accidents ;• Les périmètres de sécurité et les zones de replis en cas d'explosion ou de non maîtrise d'un incendie sur site par les primo-intervenants ;• Une ou plusieurs cartographie(s) de l'installation et de ses environs localisant : - l'emplacement des poteaux incendie ou réserves équivalentes et autres moyens de lutte contre un incendie précisés à l'article 7.5.3,<ul style="list-style-type: none">- la localisation des interrupteurs de coupures des énergies,- les bâtiments du site,- les zones de stockage et leurs dangers spécifiques,- les différents accès et des zones d'effets engendrés par les installations ; Il est réexaminé et mis à jour au moins une fois tous les 3 ans ainsi qu'à chaque changement notable porté à la connaissance du préfet par l'exploitant, avant la mise en service d'une nouvelle installation, à chaque révision de l'étude de dangers, à chaque modification de l'organisation, à la suite des mutations de personnels susceptibles d'intervenir dans le cadre de l'application de ce plan. (...)
Constats : Les moyens d'intervention et en cas d'accident et d'incident sont intégrés dans le manuel d'utilisation du dépôt. Les éléments ne sont pas assez développés. A titre d'exemple : absence des modalités d'accueil du SDIS en périodes non ouvrées du dépôt ainsi que de la localisation de coupure des énergies Le POI doit être un document autoportant, et faire l'objet d'une diffusion aux services listés.

Aucun exercice n'a été réalisé depuis la signature de l'AP d'autorisation.
Observations : Le POI doit être rédigé dans un document autoportant avec les différents éléments prescrits puis diffusé aux différents services (SDIS DREAL SIDPC) dans un délai de 6 mois. Un exercice devra être programmé sur le site avant 02/2026.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 6 mois

N° 7 : Débroussaillage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/02/2023, article 7.2.6
Thème(s) : Risques accidentels, Débroussaillage
Prescription contrôlée : Les extérieurs des locaux pyrotechniques des déchets sont désherbés et débroussaillés dans un rayon de 50 mètres conformément à l'arrêté préfectoral du 30 mars 2015 portant règlement permanent du débroussaillage obligatoire et du maintien en état débroussaillé dans le département du Var, nonobstant des mesures plus contraignantes imposées par arrêté (communal, préfectoral) et relatives à la prévention des feux de végétation. La voie d'accès devra être débroussaillée sur une profondeur de 2 mètres de part et d'autre de la voie, à l'exception des zones mise en défens. Ce débroussaillage sera fait manuellement et uniquement entre les mois de novembre à février.
Constats : Le site fait l'objet de débroussaillage 2 fois par an par le biais d'une société spécialisée. Le dernier passage a été réalisé le 30/09/2023, la facture a été présentée. La distance de débroussaillage en sortie de la soute numéro 4 n'atteint pas 50 mètres.
Observations : Pour les prochaines interventions, il convient de veiller à faire respecter les distances de 50 mètres et de programmer les débroussaillages dans les périodes définies dans l'arrêté d'autorisation.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Protection ressource en eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/02/2023, article 4.4
Thème(s) : Risques chroniques, Protection ressource en eaux
Prescription contrôlée : Le site est implanté en zone du périmètre de protection rapprochée B de la retenue de Dardennes, définie par l'arrêté préfectoral du 31/07/2019. L'exploitant doit se conformer aux dispositions applicables à son site.

<p>L'exploitant met en place les dispositions suivantes pour éviter toutes pollutions : détenir tous les moyens utiles de récupération en cas de fuite d'huile ou de carburant, et d'entreposage avant évacuation (kit anti-pollution...).</p> <p>n'utiliser aucun produit phytosanitaire pour désherber, traiter les plantes ou détruire les insectes et rongeurs.</p>
<p>Constats :</p> <p>Chaque véhicule des démineurs est équipé de terre de diatomée (ayant des caractéristiques de fort pouvoir absorbant) et de pelles permettant de récupérer toutes fuites pouvant survenir sur le dépôt.</p> <p>Le débroussaillage n'est pas réalisé avec des produits phytosanitaires.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 9 : Moyens de lutte contre l'incendie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/02/2023, article 7.5.3</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> • d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ; • de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local ; • d'un poteau incendie de 100 mm normalisés (NFS 61.213 et 62.200), conformes au règlement départemental de la Défense Extérieure Contre l'Incendie et susceptibles d'assurer un débit minima de 60 m³/h d'une durée d'au moins 2 heures sous 1 bar de pression. Ou d'une réserve d'eau de 120 m³ minimum pérenne toute l'année. Cette réserve disposera de prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre aux services de secours de s'alimenter. A proximité, une plateforme de 8 mètres par 4 mètres permettra la mise en station des engins de lutte contre l'incendie ; Ce poteau ou cette réserve devra être implanté au-delà de la zone d'effets Z4 la plus défavorable issue de l'étude des dangers. Toutefois, ce point d'eau devra être distant de 400 mètres au plus des bâtiments de stockage, cette distance étant mesurée à partir des voies praticables par les sapeurs-pompiers. L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement de l'éventuel bassin de stockage ; • d'extincteurs répartis sur les lieux à l'intérieur de l'installation, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ; • d'une réserve de sable d'au moins 100 litres, accompagnée d'une pelle et d'une batte <p>Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation et notamment en période de gel.</p> <p>L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.</p> <p>L'exploitant transmet l'ensemble des éléments permettant d'identifier les risques de l'installation aux services de secours ou d'urgence compétents. Il élabore un plan facilitant l'intervention de ces</p>

<p>services en cas d'accident défini à l'article 7.2.1 du présent arrêté.</p> <p>Ces matériels sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an. Cette vérification ainsi que tout usage donne lieu à un enregistrement qui est tenu à disposition des services de secours ou d'urgence compétents.</p> <p>L'exploitant se tient à la disposition des services de secours ou d'urgence compétents dans le cas où ceux-ci souhaiteraient procéder à des exercices d'intervention.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le dépôt est équipé d'un téléphone fixe situé au niveau des armoires électriques. De plus, chaque démineur dispose de radio de police dans son véhicule.</p> <p>Le plan des locaux est disponible sur le manuel d'utilisation du dépôt. Ce plan devra être intégré au POI diffusé au SDIS.</p> <p>Un poteau incendie est implanté à l'entrée du site au niveau du portail d'accès. Ce poteau fait l'objet d'un contrôle annuel. Le rapport du dernier contrôle a été présenté ADI du 12/12/2023 conclue à la conformité de l'équipement (débit à 104 m3/h à une pression de 1 bar).</p> <p>Ce poteau ne répond pas aux obligations de distance « au-delà de la zone d'effets Z4 la plus défavorable issue de l'étude des dangers, et être distant de 400 mètres au plus des bâtiments de stockage - cette distance étant mesurée à partir des voies praticables par les sapeurs-pompiers ». En conséquence il est nécessaire d'implanter une réserve d'eau comme spécifié dans les prescriptions.</p> <p>De ce fait, la division technique de la DGSCGC indique vouloir échanger avec le SDIS pour définir précisément le lieu d'implantation de cette réserve. Les coordonnées du groupe prévision du SDIS du Var sont fournies à l'exploitant.</p> <p>1 réserve de sable avec une pelle et 1 extincteur sont implantés devant chacune des portes des soutes. Ces extincteurs de type 233B poudre ABC sont contrôlés annuellement. Le dernier contrôle a été réalisé par la société EUROFEU le 26/09/2023.</p>
<p>Observations :</p> <p>L'exploitant doit implanter la réserve incendie supplémentaire répondant aux exigences d'éloignement dans un délai de 6 mois.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale</p>
<p>Proposition de délais : 6 mois</p>

N° 10 : Installations électriques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/02/2023, article 7.6.1</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur.</p> <p>Les installations électriques sont entretenues en bon état et contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques.</p>

Les dispositions ci-dessus s'appliquent sans préjudice des dispositions du Code du Travail Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables.
Constats : Un arrêt d'urgence est présent au niveau des armoires électriques à l'entrée du dépôt. Les installations électriques sont contrôlées annuellement. Le dernier contrôle a été effectué le 27/04/2023 par Bureau Véritas. Le rapport fait état de 2 observations concernant le TGBT et la prise sur le PC tablette. L'exploitant indique avoir fait réaliser les travaux afin de lever ces 2 observations mais n'a pas fourni les factures correspondant aux travaux.
Observations : L'exploitant doit fournir sous 1 mois les éléments démontrant que les travaux de mise en conformité des installations électriques ont été réalisés.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 11 : Protection Foudre

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/02/2023, article 76.3
Thème(s) : Risques accidentels, Protection Foudre
Prescription contrôlée : L'exploitant met en œuvre les travaux préconisés par l'Etude technique foudre : APAVE n° 10095344-001-1. Les bâtiments de stockage sont équipés de moyens de protection efficaces contre la foudre selon les normes en vigueur. Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées. Le registre est tenu à disposition de l'organisme de contrôle. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée et le résultat de ce contrôle est noté sur le registre.
Constats : Les 11 observations détaillées dans l'Etude technique foudre : APAVE n° 10095344-001-1 n'ont pas fait l'objet de travaux de mise en conformité. Il n'y a pas de compteurs d'impact foudre. Un devis de 52 000 € a été établi et présenté par l'exploitant qui attend l'accord de la hiérarchie pour valider le bon de commande.
Observations : Les travaux doivent être mis en œuvre dans un délai de 6 mois. Puis une nouvelle analyse du risque foudre et une étude technique foudre devront être réalisées par des organismes agréés, et les éventuelles non conformités relevées devront être traitées sans délai.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 6 mois

N° 12 : Détection

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/02/2023, article 7.6.5
Thème(s) : Risques accidentels, Détection
Prescription contrôlée : Chaque local technique, armoire technique ou partie de l'installation recensée selon les dispositions de l'article 8.1.1 en raison des conséquences d'un sinistre susceptible de se produire dispose d'un dispositif de détection de substance particulière/fumée. L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps. Le système de détection permet d'alerter, en tout temps, l'exploitant qui met en sécurité le site et transmet l'alerte aux services de secours ou d'urgence compétents. L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection et le cas échéant d'extinction. Il organise à fréquence semestrielle au minimum des vérifications de maintenance et des tests dont les comptes-rendus sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : Chaque alvéole est équipée d'un détecteur de fumées avec un report vers le système d'alarme anti intrusion relié à la salle de commandement du commissariat de police centrale de Toulon et au GID. Un contrôle du système de détection est effectué 2 fois par an par la société AVANTAGE (Bon de commande fourni). L'exploitant a fourni les 2 rapports du 19/10/2023 de la société AVANTAGE concluant au bon fonctionnement des 4 détecteurs et du report sur le système anti intrusion, ainsi que du système anti intrusion donc le fonctionnement des onduleurs, batteries de secours...
Type de suites proposées : Sans suite